



28 novembre 2025

## **Football scolaire, sommes pour l'alimentation et déboulage**

### *3. Un message aux coachs et aux directions d'école pour le football scolaire*

À la suite d'une [chronique sur le temps de jeu au football scolaire](#) et de [témoignages de parents et d'enfants](#), la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, Isabelle Charest, avait [un message pour les coachs et les directions d'école](#) : « selon elle, les entraîneurs des équipes de football au secondaire ont tout intérêt à donner une place à tous les joueurs ».

« Elle rappelle que les directions d'école ont un rôle à jouer dans le message véhiculé auprès de leurs équipes sportives. « Les valeurs des écoles doivent se refléter aussi dans les équipes », renchérit-elle ».

### *2. Débat sur les sommes pour l'alimentation scolaire*

Un [débat a eu lieu cette semaine](#) en période de questions à l'Assemblée nationale concernant les sommes rendues disponibles (ou non) pour les programmes d'alimentation scolaire. Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de Québec solidaire en matière d'Éducation, a demandé à la ministre de l'Éducation d'utiliser les sommes reçues de la part du gouvernement fédéral pour l'alimentation scolaire, alors que Sonia LeBel a plutôt assuré que des sommes ont déjà été distribuées aux écoles.

Le Club des petits déjeuners et la Cantine pour tous disent être en attente de ce financement pour planifier leurs programmes.

Une [motion appuyée par tous les partis d'opposition](#) demandant au gouvernement de s'engager à ce que les sommes prévues par le gouvernement fédéral soient disponibles pour les organismes en alimentation scolaire avant le 12 décembre 2025 a été déposée, mais rejetée par la partie gouvernementale.

### *1. La pratique du « déboulage », c'est terminé*

La pratique du déboulage, soit de permettre à un élève ayant échoué une matière de tout de même passer au niveau suivant pour suivre sa cohorte, [est interdite depuis cette année](#). Cette pratique est devenue courante pour faciliter l'organisation scolaire alors qu'elle devait en être une d'exception, selon le président de la FSE-CSQ, Richard Bergevin. Maintenant que le déboulage est interdit, les directions d'école craignent des casse-têtes pour former les classes, tout en assurant qu'il est inacceptable de ne pas bien évaluer un enfant pour une question d'organisation scolaire, selon Francis Côté, président de la FQDE.